



Tendances de conflits et leçons tirées de la promotion de la paix au cours des transitions politiques

Ce document de deux pages est une version abrégée de la note politique de janvier 2023 de l'Institut Républicain International (IRI), « Soutenir des transitions politiques pacifiques : principales tendances de conflits et leçons tirées de la promotion de la paix. » La note politique comprend les principales conclusions des recherches qualitatives approfondies menées par l'IRI en 2021 et 2022 dans trois environnements en transition : le Soudan, la Guinée, et le département du Cauca dans le sud-ouest de la Colombie. L'IRI a complété cette étude par des recherches documentaires mondiales pour étudier les tendances de conflits au cours des transitions politiques, ainsi que les stratégies pouvant être utilisées par les acteurs de la démocratie et de la consolidation de la paix au niveau national et international afin de parvenir à des transitions pacifiques et démocratiques.

Qu'est-ce qu'une transition politique ?

Une transition politique peut être comprise comme un moment politique caractérisé par un changement significatif au niveau des valeurs, des institutions, du leadership ou du gouvernement. Les transitions politiques ont lieu lorsque les soi-disant règles du jeu sont fondamentalement modifiées d'une manière pouvant entraîner un risque accru d'éclatement de conflits. Les transitions politiques peuvent inclure des révolutions démocratiques, des accords de paix, des rapprochements politiques, et des coups d'État. La gamme de cas qui correspondent à la définition d'une transition politique est bien entendu plus large que cela. Il s'agit toutefois d'exemples qui impliquent une combinaison de changements dans les règles, les valeurs, les institutions, et le leadership qui se traduit par un statu quo radicalement différent après la transition.

Quatre facteurs transversaux qui influencent les tendances de conflits au cours des transitions politiques

Les tendances de conflits durant les transitions politiques varient considérablement en fonction du contexte socio-politique, qui peut inclure une escalade de la violence, une aggravation des facteurs de conflit, ou une émergence de nouvelles opportunités de paix. Toutefois, plusieurs **facteurs transversaux** peuvent entraîner une plus grande propension aux flambées de violence au cours d'une période de transition.

Premièrement, *un autoritarisme ancré, l'exclusion politique, et la violence influencent tous la trajectoire d'une transition.* Un conflit violent généralisé peut créer des conditions dans lesquelles des groupes et des structures comme la police, le système judiciaire, et les institutions juridiques ne répondent pas aux besoins des citoyens. Dans un système politique qui conserve des vestiges d'autoritarisme, les élites anciennes peuvent maintenir une influence politique considérable et être tentées de perturber la consolidation démocratique ou d'exploiter le processus de développement démocratique par la fraude, l'intimidation et l'incitation à la violence. La violence est particulièrement probable lorsque les régimes autocratiques sont confrontés à la menace d'une révolution populaire de masse.

Deuxièmement, *la privation systématique de droits et la discrimination réelle ou perçue contribuent à un risque accru de violence.* La marginalisation et les divisions profondes au sein de la société sont des facteurs de conflit pressants. Au cours d'une transition politique, ces clivages sont encore plus vulnérables à la politisation et à l'escalade en conflits violents, surtout s'ils sont exploités par les acteurs politiques ou d'autres élites. Dans de tels cas, les divisions ethniques, nationales, religieuses, raciales, ou de classes peuvent être exacerbées lorsque les configurations du pouvoir et les moyens de compétition politique existants sont perturbés par une transition.

Troisièmement, *l'insuffisance de représentation des femmes pendant une transition, et pendant les processus de paix en particulier, nuit à son efficacité, augmentant ainsi le risque de résurgence des conflits.* Les accords de paix sont 20 pour cent plus susceptibles de durer plus de deux ans et 35 pour cent plus susceptibles de durer 15 ans si des femmes participent aux pourparlers de paix. Jusqu'à 50 pour cent des accords de paix se désintègrent en moins de cinq ans, ce qui démontre les risques liés à des négociations entre élites ne parvenant pas à impliquer adéquatement un large éventail de groupes. Les médiateurs ont reconnu que les stratégies d'inclusion des sexes associées à l'adhésion politique locale sont la clé du succès des efforts de paix, même au niveau ultra-local.

Quatrièmement, *les possibilités accrues de compétition politique et les nouveaux mécanismes pour réparer les torts motivent une conduite politique extrême, qui peut parfois devenir violente.* Au cours d'une transition, les circonstances qui évoluent rapidement peuvent être manipulées par des entrepreneurs politiques désireux d'éliminer la concurrence et les leaders rivaux. Des programmes politiques polarisés et des prédateurs peuvent faire dérailler une transition alors que les principaux acteurs luttent pour venir à bout des enjeux fondamentaux. De même, plusieurs intervenants clés pourraient tenter de revenir à une version du statu quo antérieur à la transition, ou pourraient même nier jusqu'à l'existence d'une transition. L'ampleur des tentatives de sabotage des principaux acteurs politiques quant aux objectifs de démocratie et de consolidation de la paix poursuivis par les réformateurs de transition a une incidence sur la vitesse à laquelle ces réformes peuvent être réalisées.

Intégrer les acteurs de la gouvernance informelle et les groupes armés

Les acteurs de la gouvernance informelle et les groupes armés posent des dilemmes importants aux artisans de la paix et aux experts en DDG (démocratie, droits de l'homme, et gouvernance) au cours des transitions politiques. Les exclure d'une feuille de route de transition à long terme peut irrémédiablement compromettre les efforts pour résoudre pacifiquement les conflits. Des solutions créatives sont nécessaires pour déterminer comment les acteurs démocratiques peuvent travailler avec des structures politiques informelles (comme les groupes traditionnels ou religieux) qui peuvent fournir une stabilité à

long terme. Pour qu'une transition politique pose les pierres d'un statu quo démocratique et pacifique, il est essentiel de résoudre le casse-tête afin d'harmoniser au mieux les régimes de gouvernance des États et des non-États. Ne pas le faire peut entraîner un vide dans la gouvernance informelle et la politique au niveau local que de nouveaux groupes et entrepreneurs politiques seront prompts à combler.

Sept stratégies pour promouvoir des transitions politiques pacifiques :

1. *Gérer les attentes de la population.* Communiquer au public que les circonstances quotidiennes peuvent tarder à changer est une étape essentielle pour la réussite d'une transition. Le soutien au développement et à la gouvernance démocratiques ne doit pas se limiter aux premières années d'une transition.
2. *Tirer parti de l'environnement de transition pour codifier des réformes politiques inclusives.* Lorsqu'il s'agit de promouvoir des politiques inclusives, il est important d'atténuer l'éventuelle opposition des groupes dominants. Informer les parties prenantes des avantages d'une redistribution de la dynamique socio-politique peut atténuer l'opposition.
3. *S'il y a lieu, engager d'anciens combattants issus de groupes armés dissous qui peuvent agir en tant qu'intermédiaires et aider à rétablir la confiance dans le gouvernement à la suite d'un accord de paix.* Il pourrait alors être question de s'attacher, au début de la phase de négociation, à soutenir la dissolution des groupes rebelles afin d'aider à rétablir la confiance dans le gouvernement.
4. *Examiner et intégrer les sources de légitimité existantes dans le système politique.* L'élargissement des services publics et une gouvernance réactive sont des éléments essentiels pour stabiliser la violence, particulièrement via l'accroissement des capacités de l'État ou par l'établissement de nouveaux partenariats avec les fournisseurs de gouvernance informelle.
5. *Développer des plateformes servant à faire émerger un consensus pour les groupes de la société civile et les acteurs influents, afin qu'ils se réunissent et engagent un dialogue leur permettant de voir que leurs objectifs pour la transition se chevauchent.* Ce point est important, car les transitions impliquent souvent des acteurs aux agendas personnels contradictoires et aux relations complexes. Il est impératif d'équilibrer ces intérêts pour préserver la stabilité du paysage politique.
6. *Consolider les compétences des partis politiques et de leurs membres pour mettre en place des coalitions au sein et entre les partis ainsi que des programmes politiques cohérents.* Dans les contextes de transition, les partis politiques naissants peuvent ne pas disposer de plateformes politiques solides. Leur implication pourrait être utile pour encourager les valeurs de modération et de réconciliation. Ces valeurs insufflent la confiance entre les acteurs clés de la sécurité et de la société civile.
7. *Renforcer le rôle de surveillance de groupes de la société civile.* Les transitions politiques donnent l'occasion aux acteurs malveillants d'abuser de leur pouvoir, de violer les droits de l'homme, et de revenir sur leur engagement à respecter les mécanismes de protection des droits démocratiques. Le renforcement de la capacité des groupes de surveillance à suivre les institutions de transition, les violations des droits de l'homme, les abus de pouvoir, ou autres constitue un outil efficace pour exposer les actes répréhensibles et garantir que la gouvernance est sensible aux besoins des citoyens.

INSTITUT RÉPUBLICAIN INTERNATIONAL

Organisation non partisane à but non lucratif, l'Institut Républicain International (IRI) fait progresser la liberté et la démocratie dans le monde en aidant les formations politiques à devenir plus réactives, en renforçant une gouvernance transparente et responsable, et en travaillant à accroître le rôle des groupes marginalisés dans le processus politique, y compris les femmes et les jeunes. De plus amples informations sont disponibles sur le site www.iri.org.